

**11^{ème} MISSION CIVILE SUISSE
POUR LA PROTECTION DU PEUPLE PALESTINIEN - JUILLET 2003
COMMUNIQUE DE PRESSE (partiel)**

■

COLLECTIF URGENCE PALESTINE /Genève

i n f o r m a t i o n

27 juillet 2003

A L'ATTENTION DE LA PRESSE ET DES MEDIAS

Objet : une mission civile suisse est en ce moment aux abords du mur en Cisjordanie

Depuis avril 2002, le Collectif Urgence Palestine (CUP) organise depuis la Suisse des missions civiles qui ont pour buts d'observer la situation en Palestine, de récolter des témoignages, voire de protéger la population palestinienne, notamment lors des incursions des forces armées israéliennes ou des colons. Dès leur retour, les missions civiles témoignent, par le biais de conférences de presse, de débats ou expositions, de ce qu'elles ont pu observer. Ces missions s'inscrivent dans le cadre plus large de la Campagne Civile Internationale de Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP), initiée en juin 2001 à la suite des refus répétés des gouvernements israéliens d'accepter des observateurs internationaux. Depuis maintenant deux ans, des citoyens de nombreux pays se relaient pour répondre à l'appel urgent des ONG palestiniennes.

La 11^{ème} mission suisse est actuellement en Cisjordanie pour travailler sur la problématique du mur. Lors de la 8^{ème} mission, datant de décembre 2002, nous étions face à un futur mur de 350 km de long séparant Israël des Territoires occupés. Depuis, la situation a terriblement évolué. Les derniers plans, révélés il y a peu par les organisations anticolonialistes palestiniennes et israéliennes et relayés notamment par la presse internationale, parlent d'un mur de plus de 600 km de long. Il ne se limite plus à l'ouest des Territoires occupés, mais se construit à l'est, pour annexer de fait les zones où se trouvent des colonies. Si le mur venait à se construire selon ce plan, la Cisjordanie perdrait près de la moitié de son territoire actuel et serait transformée en 2 îlots (voir plan notamment : <http://www.solidarite-palestine.org/mur022.html> sur le site solidarite-palestine.org).

Ce mur n'est pas une barrière de sécurité comme le laisse entendre le gouvernement israélien. Sinon, il se « limiterait » à longer la ligne verte. Mais dès sa première étape, il a pris l'option de ronger la Cisjordanie, annexant ainsi des terres fertiles et très riches en réserves en eau. Des milliers d'hectares de terres agricoles, d'oliviers et d'agrumes ont été détruits. Des maisons ont été démolies, des villages se trouvent coupés de leurs terres agricoles et donc de leurs ressources alimentaires directes. Certains villages se trouvent maintenant de l'autre côté du mur.

Nous vous transmettons ci-dessous le témoignage d'un participant de la 11^{ème} mission, suite à la visite du village de Mas'ha.

Dès demain, la mission partira en direction du nord-est de la Cisjordanie notamment pour récolter des témoignages auprès des habitants qui reçoivent les ordres d'expulsion pour la construction du mur oriental.

« Mas'ha, Cisjordanie, 27 juillet 2003

Mas'ha est un bourg agricole de Cisjordanie à 5 kilomètres de la ligne verte. La prospérité d'antan, qui voyait le marché de Mas'ha être l'un des plus prospère de la région, est terminée. Depuis l'année 2000 les bouclements successifs de l'armée israélienne d'occupation au sein des territoires ont d'abord ruiné le commerce florissant. La population a décliné en trois ans de 7000 à 2000 habitants.

Aujourd'hui un nouveau danger se présente à ceux qui sont restés. Le mur que le gouvernement israélien construit en toute impunité menace de détruire ce qui subsiste de vie économique et sociale à Mas'ha. Le tracé, décidé par les forces armées israéliennes, en accord avec le conseil des colonies dans les territoires occupés, séparera le village de ses champs d'oliviers. Seul le propriétaire du champ pourra y pénétrer une heure par jour, seul et à pied. Trois ans plus tard, l'autorité d'occupation israélienne fera valoir une vieille loi ottomane toujours en vigueur et le terrain, considéré comme non cultivé, sera exproprié et distribué à la colonie voisine de Mas'ha.

Naziih, paysan de Mas'ha et qui a monté avec les militants anticolonialistes israéliens un camp de résistance pacifique sur le tracé du mur, sait que si cela se concrétisait, il ne lui restera plus rien sinon la mort ou l'exil à quelques kilomètres dans une ville qu'il ne connaît pas bien et où il n'y aura pas de place pour lui. La construction du mur prendra 95% du territoire de Mas'ha et 80% de ses ressources en eau. La vie, telle qu'elle s'est développée dans ce bourg de Cisjordanie depuis des centaines d'années aura cessé, et Sharon aura réussi ce qu'il sait faire de mieux depuis toujours : réduire à néant la vie des Palestiniens et leur donner le choix entre deux morts, le suicide ou l'exil. »

11^{ème} mission civile suisse

i n f o r m a t i o n

30 juillet 2003

A L'ATTENTION DE LA PRESSE ET DES MEDIAS

Objet : une mission civile suisse est en ce moment en Cisjordanie

La 11^{ème} mission suisse est actuellement en Cisjordanie pour travailler notamment sur la problématique du mur. Nous vous transmettons ci-dessous le témoignage d'un participant de la 11^{ème} mission.

« Après un **briefing dans les locaux du PARC¹** à Jénine, nous nous sommes rendus au camp avec un arrêt sur le site de la prison démolie en automne 2002. Elle est actuellement reconstruite par des soldats palestiniens en civil car ils sont interdits par les israéliens de porter leur uniforme.

Le camp de Jénine abrite actuellement 10.000 personnes (contre 14.000 avant l'opération rempart) sur un espace de 1 kilomètre carré. La réhabilitation du camp est prise en charge par les Nations Unies et l'avancement des travaux est perceptible. S'il reste bien évidemment des maisons éventrées, des pans de maisons arrachés ou quelques gravats, le camp ne vit plus dans les décombres. De-ci de-là, les opérations de reconstruction des maisons ont même repris. En avril 2002, l'armée d'occupation israélienne avait donné l'assaut au camp, 500 combattants ont résisté pendant un mois. Aujourd'hui les murs du camp gardent encore les traces de la violence des combats et à ce titre, notre passage par le camp de Jénine témoigne de notre volonté de ne pas oublier ce qui s'y est passé. D'autant plus que à l'heure actuelle, 150 habitants du camp sont toujours en détention pour une durée indéterminée.

Nous sommes allés ensuite dans le **village de Beit Qad** pour y rencontrer les membres du club de femmes dont les activités sont soutenues par le Parc. Depuis 1996 elles ont mis en place des activités permettant de compenser la perte des emplois de leurs maris (surtout depuis le déclenchement de la deuxième Intifada en 2000). Ces activités sont la culture et la commercialisation du boulgour, la couture et la broderie ainsi que la garderie pour les femmes qui travaillent. Elles mettent en commun les outils et les moyens et elles se repartissent les bénéfices. Elles arrivent également à mettre en place une mini banque collective permettant de soutenir certaines femmes dans la mise de œuvre de projet ou pour faire face aux problèmes créés par l'occupation (par ex. assistance juridique d'un enfant en prison). Elles animent des ateliers pour occuper les enfants ainsi qu'un début de bibliothèque. Ce club permet aux femmes de sortir de leur maison et de leur village, de rencontrer d'autres personnes dans des situations similaires, de monter des projets solidaires et de convaincre leurs maris de l'importance de la permanence de leurs activités.

Le village de Faquah, point de convergence du mur

Nous avons visité ce village après notre rencontre avec les femmes se situe sur la ligne verte, à l'extrême nord de la Cisjordanie. C'est là que prend fin le mur sur sa partie occidentale, il suit dans cette zone le tracé de la ligne verte, mais c'est de là également que commencera **le mur oriental qui séparera les zones palestiniennes de la vallée du Jourdain.**

¹ PARC <http://www.pal-arc.org/summer/summerf.html#a1> (En français)

La mission étant organisée et coordonnée par le PARC (Palestinian agricultural relief committee), nous commençons par une présentation de cette ONG et de ses activités. Le PARC a été créé en 1983 avec pour objectif la formation professionnelle: il s'agissait de former des ingénieurs agronomes, des agriculteurs et des femmes dans le domaine agroalimentaire. Il s'agissait également d'investir le domaine de l'agriculture durable et de la production bio. Le PARC a aujourd'hui 3 centres de formation, à Gaza, Jéricho et Zababdeh/Jenin, où nous nous trouvons pour quelques jours. Ces centres dispensent une formation théorique et pratique pour les hommes et les femmes et ils organisent des camps d'été et des camps de volontaires autour de travaux de reconstruction. Pour plus d'efficacité, le PARC collabore avec des associations et ONG locales et internationales. En Palestine, il travaille avec 8 associations touchant des domaines comme les femmes rurales, la jeunesse, l'environnement, l'eau, les droits civils et l'organisation sociale. Ensemble, ils interviennent dans les villages pour déterminer la façon dont les besoins exprimés par ces communautés peuvent être satisfaits. Le but est d'aider les gens à rester sur leurs terres et à les travailler dans les meilleures conditions. Au niveau international, le PARC est en relation avec Via Campesina, la Confédération Paysanne ainsi qu'avec des ONGs hollandaises, belges, anglaises et norvégiennes.

Zababde, une gestion « autonome » du bourg, malgré les privations

De retour à Zababde nous avons rencontré le maire de ce bourg rural près de Jénine. Habité par 3'600 personnes, Zababde est à majorité chrétienne (70%). Pour autant, chrétiens et musulmans ne se définissent pas en fonction de leur appartenance religieuse, mais par rapport à leur identité commune de Palestinien. Mutie Diebes, maire bénévole de Zababde, ingénieur des télécoms, nous explique que depuis l'effondrement de l'autorité palestinienne c'est la municipalité qui gère et assume tout les rôles, même ceux dévolus à l'Etat (police, justice, levée des impôts). Depuis les accords d'Oslo l'Etat israélien s'est déchargé de toutes ses obligations en tant qu'administrateur civil et depuis la deuxième Intifada l'autorité palestinienne n'a plus la capacité d'assumer cette charge. Ainsi vit Zababde, comme une république autonome qui s'autogère et s'autocontrôle tant bien que mal. Le **problème principal est celui de l'eau**. En avril 2002 les Israéliens ont détruit les infrastructures permettant de capter et d'acheminer l'eau vers le bourg, depuis 15 mois ils sont sans eau. Ils bloquent les autorisations pour la remise en état du réseau alors que la municipalité a réussi à trouver un partenaire, Save the Children, pour mener ce projet. L'eau est donc apportée à Zababde par des citernes, mais elle est de qualité médiocre entraînant ainsi de nombreuses gastro-entérites, spécialement chez les enfants. Cette eau est facturée un peu moins d'un dollar le mètre cube plus 5 dollars mensuel d'abonnement, elle ne couvre que les besoins domestiques. Ainsi l'agriculture ne bénéficie d'aucune possibilité d'irrigation. Même si le bourg (et sa région) n'est pas directement concerné par les destructions massives de l'occupant, il est tout de même confronté à une **très forte pression économique et politique**. Pas de débouchés commerciaux pour leur huile d'olive et pour les légumes, vente de leurs produits à perte, ou même destruction de leur récolte. Enfin, questionné sur la feuille de route le maire ne peut s'empêcher de sourire et de conclure qu'avec de la bonne volonté de la part de la communauté internationale le problème de l'occupation pourrait être résolu en 5 heures... ».

information

31 juillet 2003

A L'ATTENTION DE LA PRESSE ET DES MEDIAS

Objet : une mission civile suisse est en ce moment en Cisjordanie et chemine à travers les villages meurtris par le mur

Voici a troisième information qui nous parvient de la mission civile suisse en Cisjordanie. **Elle à trait au mur en construction, véritable ouvrage de détention**. Nous entendons depuis quelques jours parler de ce mur en raison des rencontres successives Bush-Abbas et Bush-Sharon. Si le président Bush avait d'abord admis que ce mur "était un problème", il n'a pas pipé mot mardi lors de la conférence de presse organisée conjointement avec le premier ministre Sharon. Il est allé jusqu'à affirmer que le principal problème était le terrorisme. Est-ce avec un mur de 8m de haut, de probablement 600 km de long, transformant la Cisjordanie en 2 prisons (comme l'est déjà Gaza) que le terrorisme sera stoppé? Ou ce mur exacerbera-t-il le désespoir de la population palestinienne ?

Aujourd'hui, il n'est pas question de laisser retomber « la pression » citoyenne et médiatique, il faut tout faire pour que ce mur soit démolit ou, au moins, geler immédiatement sa construction. 10% de la Cisjordanie sont aujourd'hui annexés de fait par la construction du mur occidental. Lorsque la construction du mur oriental, qui longe la vallée du Jourdain, sera achevée, on parle de près de 50% de la Cisjordanie qui sera perdue, annexée par l'armée d'occupation.

Vous trouvez ci-dessous un témoignage "à chaud" d'un participant de la 11ème mission civile suisse en Palestine qui constate le véritable « **sociocide** » que l'Etat israélien inflige à la population palestinienne.

« Aujourd'hui, dans un communiqué officiel, Sharon a promis de choisir pour la construction du mur un tracé "aussi peu dérangent que possible".

*Nous avons passé la journée du 30 juillet à visiter des villages le long de la partie **occidentale du mur tout au nord de la Cisjordanie**. Nous avons pu constater que la construction est terminée. Dans tous les villages que l'on a traversé, les paysans ont perdu la moitié ou plus de leurs terres qui étaient pourtant cultivées. Aujourd'hui, ils se voient privés d'accès, ils sont dans l'impossibilité de continuer leur exploitation. Demain l'Etat d'Israël les expropriera en se servant d'une loi ottomane qui déclare qu'une terre considérée comme non cultivée sera confisquée au bout de trois ans. Cette situation est due au fait que le mur ne suit pas la Ligne Verte, mais qu'ils s'enfoncent à l'intérieur des territoires palestiniens de la Cisjordanie. **Nos rencontres avec les paysans palestiniens nous démontrent qu'ils sont envahis par la peur, le désarroi et la colère : ce mur est une catastrophe humaine et économique.***

Non seulement nous assistons aux vols de terres agricoles, mais le tracé du mur ne prend nullement en compte les nombreuses habitations qui sont détruites tout comme les routes qui sont coupées et rendues inutilisables. Les Israéliens sont allés jusqu'à raser et profaner un cimetière.

Nous avons rencontré une famille qui s'est vue détruire deux de ses trois maisons et qui habite maintenant à cinq mètres des clôtures électriques avec en point de mire un mirador. Les troupes israéliennes avaient donné un ultimatum pour la destruction, mais ont effectué celle-ci deux jours avant, sans prévenir les habitants, afin d'éviter la présence des médias. Une autre habitation a été rendue inutilisable suite à un éboulement provoqué par des explosions pour préparer le terrain de construction du mur. Dans un autre village, Zbouba, les troupes israéliennes n'ont pas hésité à piller le patrimoine archéologique qui a été découvert lors de la construction du mur en transférant les vestiges dans des musées en Israël.

La construction du mur n'a pas seulement un impact physique, matériel et écologique, mais aussi et surtout psychologique sur le tissu social : de part et d'autre du mur les villages se retrouvent complètement isolés et sans contact les uns avec les autres et les liens sont totalement rompus. Nous assistons aussi à la destruction de la société palestinienne. »